



**MÉMORIAL DES FRANÇAIS RAPATRIÉS D'AFN ET D'OUTRE-MER
CIMETIÈRE DE L'EST À METZ (MOSELLE)
CÉRÉMONIE DE DEUIL ET DE RECUEILLEMENT DU 1^{er} NOVEMBRE 2014 À 10H00**

Allocution de Madame Danielle Pister-Lopez, Vice-présidente du Cercle algérien, section de Champagne-Grand Est, membre de l'Amicale, Maître de Conférences honoraire à l'Université de Lorraine.

Mesdames et Messieurs les Autorités Civiles et Militaires,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Associations Patriotiques et du Souvenir Français,
Mesdames et Messieurs les Porte-drapeaux,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis, Chers Compatriotes,

Le Président, les membres et les sympathisants de l'Amicale des Pieds-Noirs de la Moselle, le Mouvement National des Rapatriés d'AFN et d'Outre-mer, ainsi que leurs frères Harkis, vous remercient d'être fidèles, depuis trente-trois ans, à cette cérémonie de recueillement du 1^{er} novembre, en mémoire des morts civils et militaires, toutes ethnies et confessions confondues, tombés au nom de la France, dans ses départements, protectorats et territoires d'Outre-mer.

En cette année des commémoration du déclenchement de la 1^{ère} Guerre mondiale, il y a 100 ans ; des débarquements de Normandie et de Provence qui permirent la libération de la France, il y a 70 ans ; du sacrifice de nos soldats dans la chute de Ðiên Biên Phú, et des attentats de la Toussaint Rouge qui sonnèrent le glas, il y a soixante ans, de l'Empire français ; comment nous, qui sommes nés dans ces territoires autrefois liés à la France, pourrions-nous oublier que parmi les victimes de ces conflits figurent nos parents, nos aïeux d'origines géographiques, ethniques et religieuses différentes, et dont les noms ne sont plus inscrits nulle part, puisque les monuments aux morts, érigés dans les communes où ils sont nés, ont été détruits ? Comment, ne serions-nous pas meurtris par le choix idéologique opéré par le Président de la République, dans l'hommage que la Nation a rendu cette année, aux troupes venues des territoires de l'ex-Empire français combattre en métropole ? Hormis une brève et unique phrase prononcée par le Chef de l'État au mémorial du Mont-Faron à Toulon, le 15 août dernier, lors de l'anniversaire du débarquement en Provence, il n'a été question que de l'engagement des troupes dites « indigènes ».

Bien sûr, il fallait rendre hommage à ces combattants, mais pas en occultant le fait que dans les troupes coloniales -c'est leur dénomination exacte-, indigènes et Européens, natifs des mêmes territoires,

combattaient côte à côte. Fallait-il omettre alors le fait que les Pieds-Noirs constituaient la majorité des effectifs et la majorité des victimes des combats que tous ces hommes menèrent ensemble ?

Bien sûr, il fallait saluer la mémoire de tous ces Maghrébins, de tous ces Africains, et rappeler leur courage, mais pas en exhibant, le 14 juillet dernier sur les Champs-Élysées, des éléments de l'ALN, formation directement issue des hordes terroristes du FLN qui massacrèrent civils et militaires français, en particulier les Harkis, toujours interdits de séjour en Algérie. Les troupes coloniales faisaient partie intégrante de l'armée française et se battaient sous drapeau français. Elles ne dépendaient d'aucune autorité étrangère, et encore moins de ces régimes nés d'une décolonisation ratée.

Bien sûr, il fallait reconnaître la dette de la France à l'égard des soldats venus de pays aujourd'hui indépendants, mais pas en organisant un grand raout qui mettait en vedette leurs dirigeants actuels, dont peu, pour ne pas dire aucun, ne respectent ni la démocratie ni les droits de l'Homme. Précisons, car personne ne le rappelle, que parmi les Pieds-Noirs engagés en 1914, en 1939, en 1954, beaucoup ont été mobilisés au même titre que leurs compatriotes de métropole. Mais d'autres, nés de parents étrangers dans ces territoires alors réputés français, étaient des engagés volontaires car ils n'avaient pas la nationalité française. En se battant pour la France, ils payaient leur dette envers ce pays qui leur avait donné instruction et travail.

Aucun des deux conflits mondiaux n'a instauré de paix durable. La Guerre froide a aggravé les luttes anticoloniales. Les guerres dites de libération ont engendré des régimes aussi contestables qu'antidémocratiques. Le fanatisme religieux a pris racine dans les confrontations idéologiques d'aujourd'hui et l'instabilité de l'Afrique et du Proche-Orient menace le monde. Le 24 septembre 2014 disparaissait en Kabylie, dans des circonstances atroces, un malheureux et bien imprudent guide de montagne français. L'opinion publique et les politiques manifestèrent leur indignation. Mais Pieds-Noirs et Harkis se sont souvenu des actes terroristes sanglants perpétrés pendant huit ans sur cette terre algérienne. Les djihadistes qui tranchent au couteau la tête de leurs otages, perpétuent l'horrible besogne commencée, il y a 60 ans, par ceux qui voulaient chasser, par la violence la plus sauvage, la France et tous ceux qui la représentaient. De nombreux appelés du contingent, des harkis avec leurs familles, des civils français installés en Algérie depuis 5 ou six générations, ont été enlevés et retrouvés la gorge béante. C'est ce qu'on appelait le « sourire Kabyle ». L'actualité récente a remis au premier plan l'assassinat des moines de Thibirine, enlevés en 1996. L'armée algérienne, l'ALN n'avait rendu que des têtes. Après 18 ans de refus, l'Algérie a accepté qu'un juge français enquête sur place, mais a interdit aussitôt à la France, l'accès aux analyses scientifiques indispensables à la révélation de la vérité. L'Algérie signe donc son crime, sans répondre à l'attente des familles, sans que la France proteste. Quelle leçon a-t-on tirée du 1^{er} novembre 1954 ? 70 attentats à la bombe perpétrés sur l'ensemble du territoire algérien dans la nuit ; au matin, arraisonnement d'un car de voyageurs, dans les Aurès. Un commando de tueurs mitraille un caïd et un couple d'instituteurs, venus du Limousin enseigner, par idéalisme, dans un village isolé. Guy Monnerot, 23 ans, et le caïd sont les premiers morts européens et musulmans emblématiques d'une guerre terroriste qui commençait. Aucun d'entre nous n'imagina alors que, moins de huit ans plus tard, la France pactiserait avec ces criminels, et abandonnerait ses propres ressortissants, européens et musulmans, à la haine inextinguible du terrorisme le plus sauvage. Lorsqu'ils n'égorgeaient pas et ne déchiquetaient pas les gens par l'explosion de bombes, ils saignaient à blanc leurs victimes. Après les prétendus Accords d'Evian, scandaleusement célébrés comme fin de la guerre d'Algérie, et au-delà de l'indépendance, au moins 80 000 harkis furent égorgés, émasculés, mutilés vivants ; au moins 3 000 Européens disparurent, dont environ 700 Européens dans la seule journée du 5 juillet 1962, à Oran. L'ALN, contrairement à l'armée française, n'a

jamais respecté le cessez-le-feu, pas plus que les conventions de Genève, auxquelles l'Algérie a souscrit comme membre de l'ONU. Elle détenait plus de 400 militaires français, certains enlevés après le 19 mars. Aucun ne fut rendu. Pire, la France n'a rien tenté pour retrouver ses appelés ou ses ressortissants civils disparus. Elle voulait tourner la page, une page sanglante. Souvenons-nous de Lady Macbeth : tant que justice n'a pas été rendue, rien ne peut effacer les tâches d'un sang injustement versé.

Il faudra qu'un jour la France s'interroge sur sa responsabilité morale et politique, donc sur celle de l'homme qui exerçait alors la Magistrature suprême, dans la légitimation qu'elle a apportée, en 1962, au terrorisme comme forme d'action politique. Qu'elle ne s'étonne donc pas de voir tant de ses enfants la quitter aujourd'hui pour aller faire le djihad. Elle a elle-même montré le chemin par le reniement de principes qu'elle revendique verbalement, sans pour autant les enseigner et encore moins les mettre en pratique. Peut-elle espérer encore se faire respecter ?

Pourtant, la France devrait être fière de ce qu'elle a accompli en Europe et au-delà des mers. Certes, toute remise en question permet d'éviter la répétition des erreurs, mais renier son passé, oublier ceux qui ont incarné son histoire, battre sans cesse sa coulpe, détruit l'âme d'un pays. Pire, cela engendre la, pire encore, cela nourrit la Barbarie.

C'est plus que jamais notre devoir à tous de rappeler la mémoire de tous ceux qui tombèrent en 1914, en 1944, en 1954, et dans les années qui suivirent ; de ceux qui meurent actuellement, dans les conflits multiples où sont engagés nos soldats qui se battent toujours avec courage et détermination. Nous ne voudrions pas que dans 60 ans, dans 70 ans, dans 100 ans, les générations qui nous suivent pensent qu'ils se sont battus pour rien ou trop tard.

C'est pourquoi l'Association des Pieds-Noirs de la Moselle et les représentants des Harkis sont sensibles, Mesdames et Messieurs, à votre présence qui nous conforte dans notre volonté de briser l'ostracisme pratiqué, au nom du politiquement correct, dans les hommages nationaux. Notre mémoire reste le seul monument qui préserve le souvenir du sacrifice de nos compatriotes tombés en métropole ou dans nos anciens départements et colonies d'Outre-mer. Ils sont pourtant morts pour la France, ou à cause d'elle quand elle les a abandonnés.

C'est pour leur rendre hommage que nous disons comme ils l'ont dit aussi : Vive la France !

Metz le 1^{er} novembre 2014

Danielle PISTER-LOPEZ, Emile JUAN, Président d'honneur, Daniel BOLUFER, Président de l'Amicale des Pieds-Noirs de Moselle